

LETTRE AU RÉDACTEUR EN CHEF

FAUT-IL ATTENDRE LES BANQUES ?



Irait-on pour se soigner dans un hôpital où médecins et infirmiers circulent avec des béquilles en fauteuil roulant ? C'est pourtant cette image qui vient à l'esprit en voyant les injonctions adressées aux

banquiers par les pouvoirs publics les adjurant de soigner leurs économies thrombosées. Cependant, l'économie ne peut pas attendre leur guérison ni même leur convalescence. Il nous faut donc trouver une solution de substitution puissante, ce qui suppose donc l'intervention directe de l'État dans le financement de l'économie.

Il n'y a donc à nos yeux rien d'immoral à donner un coup de pouce aux augmentations de capital, voie royale du financement des entreprises. Surtout en France où les PME ont historiquement moins de fonds propres et sont donc plus vulnérables que leurs concurrents européens. Mais comment les pouvoirs publics peuvent-ils investir efficacement dans les hauts de bilan ? Le débat en cours aux États-Unis offre des pistes de réflexion. Pourquoi ne pas étudier ce qui se passerait, en France, si, pendant la période d'incapacité partielle des banques, l'État doublait ou presque les augmentations de capital effectives dans les entreprises non financières, aux mêmes conditions que celles de l'investisseur privé. Bien sûr, il faudra déterminer une proportion compatible avec les besoins d'investissement dans le secteur privé en 2009 et 2010 et les ressources de l'État. Ce ratio devrait être inférieur mais pas trop éloigné de 1 en 2009. À défaut d'augmentation de capital, l'État peut envisager un prêt à très long terme avec un ratio moins favorable aux entreprises par rapport à l'augmentation de capital. Cet investissement pourrait se faire en utilisant le nouveau fonds stratégique, Oséo, la Caisse des dépôts ou encore, pourquoi ne pas innover, le fonds de régularisation des retraites pour témoigner qu'il s'agit bien d'un placement de long terme. Soyons clairs : une telle intervention serait peut-être massive, mais peut et doit se substituer aux plans de sauvetage à court terme qui monopolisent l'attention du gouvernement. Ces cartouches si précieuses n'auraient-elles pas un effet multiplicateur plus puissant avec notre proposition qu'avec toute autre ?

HERVÉ GOURIO, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL D'ENTREPRISE ET PROGRÈS